L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général, de la Première et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 25 OCTOBRE 1837.

Nous avons commis une erreur en annonçant dans notre feuille d'hier, que Mr. L. Leblanc avait fourni un cautionnement pour sa comparution à la Cour Criminelle. Le recorder n'ayant pu former son opinion assez tôt pour savoir si le cas était ou non *bailable*, l'a mis en liberté sous un cautionnement de $2,000 pour reconnaître, lire aujourd'hui, et entendre sa décision. Pourrait-on nous dire si cet exemple n'est pas singulière?

Deux nulle deux cents émigrants indiens, de la tribu des Creeks, se sont embarqués hier après midi, à bord des bateaux à vapeurs Monmouth, John Nelson, Navarrese et Cavalier, qui se rendent aux Arkansas

Les nègres déjeunes à la geole de police ont été transférés hier aux nouvelles prisons de la ville. Nous pouvons donc espérer de voir bientôt disparaître ces cloaques de la rue St. Pierre, pour faire place à de beaux édifices. Le peu salubrité de ce quartier exige que la Première Municipalité fasse de suite vendre en lots cet emplacement qui avait jusqu'ici, empêché les propriétaires adjacens de faire bâtir. Nul doute qu'une ordonnance du conseil, décrétant la vente à de longs termes, ne soit un bénéfice réel pour cette corporation, un embellissement pour le quartier et de grands revenus pour ses coffres.

DE L'HOMICIDE.

Vous leur liez, Seigneurs!
En les croquant beaucoup d'honneurs.
LAFONTAINE.

L'homicide fut de tout *temps*, et chez toute nation, considéré avec horreur; quelques peuples l'ont puni de mort. Le défenseur personnelle seule a pu servir d'excuse; mais, si la chaleur de la dispute, ni celle du vin n'ont jamais passé pour causes atténuantes vis à vis de la sainte morale, et, tout au contraire, ont paru aggravantes aux yeux de la loi de plus d'un pays; ce qui démontre assez à quel point la vie de l'homme doit être protégée par la société. La philosophie, surtout dans le dernier siècle, a vu dans la peine de mort un attentat contre l'humanité; et depuis Beccaria, jusqu'à nos jours, les plus illustres écrivains n'ont cessé de s'élever contre l'un des empiétemens les plus criians sur les droits du créateur. Si donc, aux yeux de profonde personne, de vaines légistes, et au moins moins douts le droit légal de détruire l'une des œuvres les plus parfaites de la divinité; avec quelle réserve doit être émise la défense personnelle; et avec quelle sévérité doivent être examinées les moindres circonstances qui l'homme prétend s'être faite à lui même!

Cependant, sans entrer dans le mérite d'aucune des causes de ce genre, et sans juger du droit que chacun s'est cru, dans des circonstances données, d'*expédier* son semblable; nous ne pourrons sans épouvante jeter les yeux sur la liste funèbre des homicides, justifiables ou non, qu'a chaque jour notre ville a déplorer. La loi ne saurait, du moins nous en avons la conscience, être complice de tels méfaits; et, contre tant d'impunités, nous devons nous en prendre plutôt à la manière dont elle est appliquée, qu'à sa rigueur même à la législation. Nous avons adopté la loi criminelle anglaise, en attendant que nous en eussions une qui nous fût propre; et, sans considérer si elle s'appropriait à nos mœurs ou à l'esprit du siècle, nous nous sommes soumis à des observations qui font frémir l'humanité, et qui répugnent à la raison. Nous pourrions citer ici plus d'un fait à l'appui d'une assertion que l'on trouvera peut être forte; mais, c'est seulement sur les faciles qu'elle donne à l'homicide pour se soustraire au châtiment que nous voulons nous arrêter ici. Nous ne devons supposer dans les députés du peuple l'intention de faire aucune distinction dans l'application des lois; et pourtant nous voyons trop souvent échapper aux poursuites, les faut-ure d'actes que nous ne qualifions ici que du nom d'homicider, et admettre, à défaut de témoins, les dires de ceux-là même qui ont donné la *mort*. Quoi qu'il en soit, le cautionnement joue un si grand rôle dans toutes nos affaires criminelles, que nous croyons devoir lui attribuer l'inégalité apparente des poursuites, et la non intervention du ministère public. En effet, l'interprétation de la loi n'est-elle pas abandonnée à des magistrats qui n'ont fait aucune étude de la criminel, il en résulte une sorte d'arbitraire plus ou moins blâmable. La loi dit bien qu'en cas d'homicide, si la mort en est de suite résultée, nul prévenu ne peut être admis à fournir caution, avant qu'il n'ait été légalement interrogé, ainsi que les témoins. Et c'est d'or. dinaire à la partie publique à requérir du grand jury, ou du juge, une décision sur la nécessité de la défense et sur l'opportunité du cautionnement. Combien de fois, néanmoins, des maires, des recorders, n'ont-ils pas décidé d'affaires si graves, sans mettre le moins du monde en peine de l'avis de l'avocat général, qui souvent n'a connaissance d'une affaire que lorsqu'il lui est devenu comme impossible d'y intervenir; et lorsqu'on a mis le prévenu à portée de commuer, de lui même, en exil volontaire, la peine qui lui eût dû être infligée. L'inconvénient est grave sans doute, en égard à la morale et à l'exemple; et pourtant, nous ne récriminerions pas contre des applications trop faciles d'une loi de salut et d'indulgence, si le cautionnement n'était devenu le sauve garde de toute coupable influent par sa richesse ou par son entourage. Ici l'arbitraire se glisse à travers la confusion du désordre; là il argue du défaut de témoignages; et remarquons-le bien, rarement un refus de cautionnement a levé les prévenus de ce genre à l'action directe de la justice. En matière criminelle, la cour et le jury deviennent être appelés à juger de la réalité du crime; est-ce encore aux témoignages; et pourtant la ville retient souvent de ce que la voix publique nomme un odieux assassinat, sans que pour cela des poursuites sérieuses soient mises en chemin. Or, de deux choses l'une, ou la loi est défectueuse, et il faut promptement la réformer; ou l'application en est vicieuse, et il est indispensable que l'autorité judiciaire intervienne pour exiger qu'elle soit également et complètement appliquée *par qui de droit*. Nous ne pouvons nous persuader que le premier magistrat venu, puisse décider à lui seul de la culpabilité ou de la non culpabilité d'un homicide; et qu'un simple recorder ait mission pour décider sur une question aussi délicate que celle de défense personnelle.

Il serait temps de mettre un frein à de justes limites, dans des limites étroites, le pouvoir d'un droit que chacun prétend avoir ici de se faire justice; il est temps enfin d'accoutumer notre population à ne pas s'égorger mutuellement. Le duel suffisait, ce nous semble, pour assouvir les vengeances privées, et pour réprimer toute insulte quelque grossière qu'elle fut. Cependant, nos théâtres, nos cafés, nos rues, sans cesse ensanglantés, attestent l'insuffisance de nos vices de nos lois, ou bien en accusent les organes. Il est injuste de croire qu'un tel état de choses puisse être une conséquence de la liberté, puisque sous le régime de liberté; il serait absurde de prétendre que, dans un état populaire, la loi favorisât l'impunité de l'homme aux cautionnements de l'homme aux alliances puissantes; tandis que le bagne et l'échaffaud seraient le domaine de l'indigent ou de l'homme sans appui.

Correspondance du *Merchants Exchange*.

GALVESTON 14 octobre 1837.

Je profite de l'occasion que m'offre le départ du brick Chs. Edmonston (ci-devant Phœnix) pour la Nouvelle Orléans et vous envoie les détails des désastres causés par l'ouragan qui dévasta ces parages du 3 octobre au 5.

Le 3, le brick Perseverance, de Baltimore, s'échoua dans les sables, sur l'île de Galveston. Le moitié de la cargaison a été sauvée; le bâtiment ne pourra pas être remis à flot.

La goélette Select, de Baltimore, jetée à un demi-mille dans les sables. La cargaison avait été débarquée avant l'ouragan.

La goélette Henry, de Baltimore, chargée en plein, a été sur l'île, avant dans le sable, ses ancres perdues. La cargaison a pu être sauvée.

Le brick Jane, de la Nouvelle Orléans, jeté sur l'île, sont avant fracassé par la goélette Henry avec laquelle il s'est violemment heurté. La cargaison de ce bâtiment avait été déchargée; il était prêt à faire voile pour la Nouvelle Orléans.

Le brick Elise, de New York, démâté, complètement désemparé, la cargaison à bord, échoué à sec sur la plage.

La goélette corsaire Tom Toby, coulée bas sur ses ancres, perte totale.

La goélette du gouvernement, ayant 4 pieds d'eau dans la cale, jetée sur la côte; perte totale.

La goélette mexicaine Correo, prise du Brutus, jetée sur l'île, avant dans les sables, avec perte de ses deux ancres.

La goélette texienne Santa de Galveston, jetée à plus de 200 toises dans les sables, avec perte de ses ancres.

Le brick Phœnix, prise de la goélette Tom Toby, ayant dérivé à 5 milles à été remorqué dans le port par le steamer D. T Archer.

La goélette Helen, de la Nelle. Orléans, a échappé à la fusée de Tampagan par cette circonstance que ses ancres ont accroché les cables des autres bâtimens.

La goélette Marengo, en partant, pour Houston, s'est ouverte du désastre.

La goélette Fourth of July, en partant pour Houston, avec une cargaison fournie par la goélette Select, est allée s'échouer sur le sable à 8 milles de Galveston.

Plusieurs autres petits caboteurs sont échoués sur l'île. Quelques personnes ont perdu la vie; d'autres ont été blessées par la chute des maisons. Sur l'île, toutes les provisions ont été emportées.

La violence du vent a entièrement changé les accidens de la côte, et déposé la barre à l'entrée du port. L'ouragan doit avoir balayé toute la côte; on craint d'immenses dommages. On a reçu de Velasco la nouvelle que presque toutes les maisons avaient été renversées et que tous les bâtimens avaient été jetés sur le rivage et leurs cargaisons avariées. La goélette Velasco ayant à bord environ 70 passagers de la Nouvelle Orléans pour Galveston, n'a pas encore paru: on suppose qu'elle a sombré en mer.

N. B. Cette goélette a fait voile, le 20 septembre, de la Nouvelle Orléans pour Galveston.

Un petit journal de France présente une remarquable statistique des comtés de toutes les connaissances, parvenues à un rang, soit dans la noblesse, soit dans la finance. En tête de cette liste se trouve l'impératrice Théodora, qui jouait la comédie avant d'être la femme de l'empereur Justinien. Viennent ensuite après ce nom antique des noms de célébrités toutes modernes.

Mlle. Bontag, devenue comtesse de Rossi.

La comtesse Sala, commerce de Fuendo.

Mlle. Leclerc, baronne de la Ferté.

Mlle Naldi, comtesse de Spare.

Mlle Wensel, comtesse Orioff.

Miss Farren, comtesse de Derby en secondes.

Miss Burton, comtesse de Craven.

Miss Foote, devenue lady Harry Grant.

Miss Monsaudaute, devenue la femme de M. Bell, et fameux richard de Londres surnommé *Golden Bell* (bouteille d'or).

Miss O'Niel, devenue mistress Belcher.

Une actrice du théâtre Saint-Charles, à Naples, a épousé le signor Luchessi, fidéo du prince Luchesse-Pall; cette actrice est par conséquent la belle-sœur de la duchesse de Berry.

Conseil de la Municipalité No. 3.

Séance du 19 Octobre 1837.

Le conseil s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Le Recorder ayant appelé les membres à l'ordre invité le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens furent: MM. Duvigneaud, Marigny, Brand, Kilshaw, Massicot, et Montamat.

A la lecture du Journal de la dern ère séance, M. Bertrand a fait la motion qu'il soit inscrit au dit journal que Mr. Kilshaw avait déclaré à la séance du jour du courant, qu'il n'avait signé aucune pétition prés tée à la cour, ayant pour objet d'instituer un procès contre les membres composant la majorité de ce conseil, qui allouait à Mr. Bernard Marigny la somme de soixante-dix mille piastres pour sa reconnaissance à droite qu'il pouvait exercer sur la batture ou l'alluvion en face du faubourg Marigny et la place Washington.

D'après cette motion, Mr. Kilshaw a déclaré ce qui suit:

"Le membre du 3ème district a signé la protêt contre les actes de la majorité du Conseil, du 28 septembre, relativement à l'appropriation de soixante dollar piastres, faite à Mr. Bernard Marigny pour la objets qui y sont mentionnés, mais il n'a pas signé la pétition d'après laquelle l'affaire a été instituée contre la majorité, et ne le fera pas non plus, sauf qu'il serait mal mené ce différence."

Lecture a été faite d'une lettre de MM. Tibbetts et Clark, dans laquelle ils font quelques réclamation pour la couverture qu'ils ont cru devoir faire pour la rampe, pelité qui ne sont pas encore ouvrage.

Mr. Bertrand a présenté une résolution, qui, après la dispensation des règles obtenue, a été adoptée, ayant pour but d'autoriser le comité de finances à régler les comptes de Messrs Tibbetts et Clark, laquel a été adoptée. Mr. Duvigneaud qui avait voté dans la majorité sur cette question a demandé la reconsidération de son vôte. En conséquence, cette résolution a été remise à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr. F. L. Marris, membre d'un comité de charité chargé de porter des secours aux malades indigens du troisième district d'Amour et Bon Enfant, lettre par laquelle il demission de Mr. F. L. Morris, ainsi que les états de dépenses occasionnées dans ce district par la dernière épidémie.

Sur motion de Mr. Duvigneaud, et après dispensation des règles,

Résolu que le conseil remercie Mr. F. L. Morris, pour les services signalés qu'il a rendus aux malheureux malades du troisième district, et qu'il exprime au comité auquel il avait été nommé à cet effet, et à la secrétaire est en conséquence autorisé à en transmettre les actes de reconnaissance de ce conseil.

La liste des secours accordés aux infermiers et malades à la somme de $

Le Recorder a fait l'appel des comités: aucun rapport n'a été présenté.

Mr. Marigny a présenté une ordonnance pour rapeler l'ordonnance relative aux animaux épaves, quant à ce qui concerne les vaches. Cette ordonnance a été rejetée, et la résolution suivante présentée par Mr. Bertrand, a été subpiez comme substitut à la première.

Résolu que l'ordonnance du 21 novembre 1817 et et demeure amendée, de manière à ce que la police pourra arrêter ou faire arrêter les vaches, entre les rues Esplanade, Montégut, Bayou Conteaux, à partir de la passation de cette résolution. Toute ordonnance y contraire nonobstant.

Mr. Marigny a présenté une résolution, ayant pour objet de donner permission aux propriétaires des immeubles à sein, appartenant et devant à Mr. Reynes et à Mr. Durable, de mettre les dits moulins en activité pendant cinq années, aux conditions qu'ils n'emploieront pas de chemin public. Sur la seconde lecture de cette ordonnance, a été remise à la prochaine séance.

Mr. Kilshaw ayant demandé et obtenu la permission du conseil, lecture a été faite d'un rapport du committé des améliorations, fait le 12 du courant, pour l'ouverture de la rue Moreau, sur la propriété de MM Peugnet et Bolé. Le même un rapport a été fait sur la résolution, dans le but de retarder le règlement définitif avec ces Messieurs, jusqu'à ce qu'ils aient fourni des titres de propriété, à la satisfaction du conseil.

Cette ordonnance a été renvoyée à la prochaine séance.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à Jeudi prochain, 26 octobre 1837.

Pour copie conforme,
J. B. S. ST-AMAND, secrétaire.

HAVRE, 18 août.

—Pour peu que l'on s'applique à deviner les mots qui ont pu porter le ministère à opter pour la dissolution de la chambre, on demeure convaincu que les barres extrême dans lequel dont se trouver un embarras qui, pour s'appuyer sur quelque chose, est forcé de chercher autour de lui du mouvement et de s'agiter en. Jusqu'ici la parfaite nullité à laquelle il s'était réduit la chambre élective, avait assez fait connaître, aux timides auteurs-coups des doctrinaires, le peu d'appui dans qu'ils pouvaient trouver dans les rangs d'une majorité qui n'avait encore appris qu'à s'agenouiller sous le pouvoirs de fait. En consentant à accepter M. Molé à la place de M. Guizot, comme elle avait naguère accepté M. Guizot à la place de M. Thiers, la majorité ne brave avait, ce nous semble, donné au ministère nouveau la mesure assez exacte de son dévouement futur, pour que le cabinet n'ait pu hésiter à lui répondre de ce dont elle était venir. Le pouvoir le plus complet, le plus exigeant surtout même été, selon nous, bien difficile, s'il avait pu délirer de plus sûres garanties que celles que la chambre nouvelle venait de lui offrir dans le vote qui a été si généralement apprécié l'année dernière. 25 oct—3

VIN D'OPORTO ET VIN BLANC. Les soussignés, offrent à vendre le chargement de la goélette Wm. Tell, qui consiste en vin d'Oporto en pipes, en barriques, et quarts de barriques, vin blanc de Lipari, en barriques et quarts de barriques, du vin Malaga, en barriques, et quarts de; vin blanc de Marseille, en barriques, tous ces vins sont de qualité supérieure, et seront vendus au commerce à des conditions raisonnables.

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

BEURRE ET FROMAGE—200 barriques porter de Cheshire et Leicester; 50 caisses fromage écossaise, en débarquement et à vendre à bas prix par

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

EAU DE VIE ET VIN—20 quarts barriques eau de vie, 190 quarts do, et 20 quarts vin de Madère de la Sicile, 40 quarts barriques vin d'Oporto, importé par le navire Cyrèle, de Liverpool, et à vendre à des conditions avantageuses par

H. & W. ANDERSON & Co
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

VIN DE CANARI—100 quarts barriques vin de sèr de toujours trouver dans la majorité représentative, ce sur quoi elle s'appuyait, et qu'elle ne pouvait avouer? Depuis quand les hommes du gouvernement auraient-ils appris à attacher un assez grand prix à cette puissance à laquelle qu'on appelle l'opinion publique, pour penser qu'il leur fut nécessaire d'avoir pour eux, quelque chose de plus solide et de plus résistant que l'approbation tacite et le vote stéréotypé de trois cents députés bien dévoués? Que restait-il donc à opposer à la doctrine de M. Guizot, qui, à la grande édification de toute la chambre, répétait à la tribune que la seule opinion nationale que le pouvoir consultât, était celle qu'exprimait la majorité représentative des délégués nommés par les collèges électeurs légalement constitués? Les populaires successeurs de M. Guizot auraient-ils renoncé et vite au système d'un gouvernemental du chef des doctrinaires, pour en aujourd'hui chercher ailleurs que dans l'antique majorité dévouée, les conditions nécessaires de leur existence au pouvoir?

Les conversions subites nous surprennent peu, surtout quand, la nécessité parle; et aujourd hui nous voyons, en effet, la majorité royale que nous lisons que nous lisons de coalition renoncer à s'appuyer sur une majorité ne possédant plus la confiance du pays. Supposant que le ministère en sût adopté le parti de la dissolution, une autre nécessité de sa position, c'est que le corps actuel pourrait-il se flatter de rencontrer de nos élections générales, des dispositions électorales favorables au remaniement législatif qu'il croit devoir tenter dans l'intérêt de sa conservation? Quel motif a pu le porter à penser que les électeurs, qui ont déjà composé la chambre d'une majorité chargée de vendre et de livrer le pouvoir, n'iraient pas choisir pour dui de confier leurs intérêts politiques à des hommes d'une opinion raisonnée et d'une indépendance notoirement? Quel changement les ministres s'imaginent-ils donc qu'il se sont fait depuis lors, nouveaux, dans les consciences électorales de nos arrondissemens? En vertu de quel miracle soudroient-ils que les électeurs ont, jusque ici, donné leur voix aux instructions-crantures du pouvoir, les hasardassent à chercher ailleurs que dans la cercle étroit que la loi du monopole politique a tracé à l'éligibilité, des députés qui leur seraient inconnus? Le même un mois de résolution, dans le but de retarder le règlement définitif avec ces Messieurs, jusqu'à ce qu'ils aient fourni des titres de propriété, à la satisfaction du conseil.

Cette ordonnance a été renvoyée à la prochaine séance.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à Jeudi prochain, 26 octobre 1837.

Pour copie conforme,
J. B. S. ST-AMAND, secrétaire.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Arrivés

Bateau de remorque Pacifick, Martin, des Passes.

Bateau de remorque Porpoise, Morrison, des Passes, ay. ni mis en mer la navire Louis et le brick Cloud Hopper, parti de la passe le 22, et a amené le brick Charles Edmonston, ci-devant le brick Phœnician Phenix) et annonce qu'il y avait plusieurs navires en vue et d'autres dans le fleuve.

Goélette New London, Vennaid, 19 jours de Nouvelle, au capitaine.

Navire Crescent, Bale, 19 jours de Portsmouth, au capitaine.

Brick Charles Edmonston, Grayson, 5 jours de Galveston, au capitaine.

Polacre Mulatta, Beltram, 40 jours de Malaga.

Bateau-à-vapeur Burlington, Lyon, de French Island, au capitaine.

Bateau-à-vapeur Mariner, Strieck, de Lafourche, au capitaine.

MEMORANDA.

Le brick Charles Edmonston, rapporte que du 3 au 5, il y eut un ouragan violent à Galveston, qu'il y eut plusieurs navires de perdus et que quelques personnes ont péri, et qu'il y eut aussi plusieurs maisons de renversées.

AVIS.

MADAME MONTILLY, extrêmement sensible aux nombreuses marques d'intérêt que lui ont données ses amis dans la maladie dont elle vient heureusement heureusement rétablie, les prie d'agréer l'expression publique de sa reconnaissance.

D'ailleurs général qu'elle a inspiré lui est qu'elle garantit de l'encouragement qu'elle peut espérer d'un public juste et éclairé, et sera pour elle une raison de plus pour redoubler de zèle et d'activité dans l'accomplissement des devoirs difficiles qu'elle s'est imposés en se vouant à l'éducation de jeunes demoiselles.

Les parents qui lui ont déjà confié leurs enfants, comme ceux qui daigneront faire donner une éducation convenable aux leurs, peuvent donc les envoyer à ses classes, qui reprendront leur cours régulier le 15 de ce mois. Rue St. Louis No. 82. 10 oct—10

SACS—de différentes grandeurs et qualité à vendre par 23 oct R. GRONING & Co.

DERNIERS DATES:

New York	oct	16	Liverpool	sept 16
Philadelphie	oct	16	Londres	sept 16
Baltimore	oct	17	Havre	sept 30
Charleston	oct	17	Paris	sept 15
Washington	oct	17	Bordeaux	sept 24
Marion	sept	30	Madrid	sept 1
Tampico	sept	30	Cadix	sept 15
Vera-Cruz	sept	15	Havane	oct 15
			Nouvelle-Orléans	sept 28

COMMERCIAL.

VENTES DE COTON FAITES HIER.

18 balles Mississip	vieux	8½
70 do	do et Louisiane	11
20 do	do	11½
335 do	Mobile, prix inconnus	

442

Le navire paquebot Kentucky, capitaine J. Barker, de New-York, commencera à débarquer sa cargaison ce matin, vu à vu la marché aux légumes. Les consignataires doivent naviré sont avertis de prendre livraison de leurs marchandises. 23 oct.

AVIS—Le navire Panhatan de New-York, est en déchargement vis à vis du marché aux Légumes. Les consignataires sont invités à venir prendre leurs marchandises. HYDE & COMSTOCK.
23 oct 52, rue du Camp.

AVIS AU PUBLIC.

AYANT cessé de travailler dans ma profession, je prévient le public que je ferai vendre à l'encan, par M. Joseph Le Carpentier, vendredi prochain, 27 du courant, le reste des MEUBLES de mon magasin, le vente aura lieu à 10 heures du matin, dans le dit magasin, rue de Chartres, entre St. Louis et Toulouse, No. 148.

Pénétré de reconnaissance envers les habitants de la Nouvelle-Orléans, pour le patronage que j'en ai reçu durant tout le temps que j'ai exercé ma profession, je croirais manquer à mon devoir, si je ne la témoignais dans la circonstance actuelle. Je prie donc mes amis et le public en général, de vouloir me suivre en masse le temps, et que la foi, vin blanc de Lipari, en barriques et quarts de; vin blanc de Marseille, en barriques, tous ces vins sont de qualité supérieure, et seront vendus au commerce à des conditions raisonnables.

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

BEURRE ET FROMAGE—200 barriques porter de Cheshire et Leicester; 50 caisses fromage écossaise, en débarquement et à vendre à bas prix par

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

EAU DE VIE ET VIN—20 quarts barriques eau de vie, 190 quarts do, et 20 quarts vin de Madère de la Sicile, 40 quarts barriques vin d'Oporto, importé par le navire Cyrèle, de Liverpool, et à vendre à des conditions avantageuses par

H. & W. ANDERSON & Co
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

VIN DE CANARI—100 quarts barriques vin de sèr de toujours trouver dans la majorité représentative, ce sur quoi elle s'appuyait, et qu'elle ne pouvait avouer? Depuis quand les hommes du gouvernement auraient-ils appris à attacher un assez grand prix à cette puissance à laquelle qu'on appelle l'opinion publique, pour penser qu'il leur fut nécessaire d'avoir pour eux, quelque chose de plus solide et de plus résistant que l'approbation tacite et le vote stéréotypé de trois cents députés bien dévoués? Que restait-il donc à opposer à la doctrine de M. Guizot, qui, à la grande édification de toute la chambre, répétait à la tribune que la seule opinion nationale que le pouvoir consultât, était celle qu'exprimait la majorité représentative des délégués nommés par les collèges électeurs légalement constitués? Les populaires successeurs de M. Guizot auraient-ils renoncé et vite au système d'un gouvernemental du chef des doctrinaires, pour en aujourd'hui chercher ailleurs que dans l'antique majorité dévouée, les conditions nécessaires de leur existence au pouvoir?

Les conversions subites nous surprennent peu, surtout quand, la nécessité parle; et aujourd hui nous voyons, en effet, la majorité royale que nous lisons que nous lisons de coalition renoncer à s'appuyer sur une majorité ne possédant plus la confiance du pays. Supposant que le ministère en sût adopté le parti de la dissolution, une autre nécessité de sa position, c'est que le corps actuel pourrait-il se flatter de rencontrer de nos élections générales, des dispositions électorales favorables au remaniement législatif qu'il croit devoir tenter dans l'intérêt de sa conservation? Quel motif a pu le porter à penser que les électeurs, qui ont déjà composé la chambre d'une majorité chargée de vendre et de livrer le pouvoir, n'iraient pas choisir pour dui de confier leurs intérêts politiques à des hommes d'une opinion raisonnée et d'une indépendance notoirement? Quel changement les ministres s'imaginent-ils donc qu'il se sont fait depuis lors, nouveaux, dans les consciences électorales de nos arrondissemens? En vertu de quel miracle soudroient-ils que les électeurs ont, jusque ici, donné leur voix aux instructions-crantures du pouvoir, les hasardassent à chercher ailleurs que dans le cercle étroit que la loi du monopole politique a tracé à l'éligibilité, des députés qui leur seraient inconnus? Le même un mois de résolution, dans le but de retarder le règlement définitif avec ces Messieurs, jusqu'à ce qu'ils aient fourni des titres de propriété, à la satisfaction du conseil.

Cette ordonnance a été renvoyée à la prochaine séance.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à Jeudi prochain, 26 octobre 1837.

Pour copie conforme,
J. B. S. ST-AMAND, secrétaire.

HAVRE, 18 août.

—Pour peu que l'on s'applique à deviner les mots qui ont pu porter le ministère à opter pour la dissolution de la chambre, on demeure convaincu que les barres extrême dans lequel dont se trouver un embarras qui, pour s'appuyer sur quelque chose, est forcé de chercher autour de lui du mouvement et de s'agiter en. Jusqu'ici la parfaite nullité à laquelle il s'était réduit la chambre élective, avait assez fait connaître, aux timides auteurs-coups des doctrinaires, le peu d'appui dans qu'ils pouvaient trouver dans les rangs d'une majorité qui n'avait encore appris qu'à s'agenouiller sous le pouvoirs de fait. En consentant à accepter M. Molé à la place de M. Guizot, comme elle avait naguère accepté M. Guizot à la place de M. Thiers, la majorité ne brave avait, ce nous semble, donné au ministère nouveau la mesure assez exacte de son dévouement futur, pour que le cabinet n'ait pu hésiter à lui répondre de ce dont elle était venir. Le pouvoir le plus complet, le plus exigeant surtout même été, selon nous, bien difficile, s'il avait pu délirer de plus sûres garanties que celles que la chambre nouvelle venait de lui offrir dans le vote qui a été si généralement apprécié l'année dernière. 25 oct—3

VIN D'OPORTO ET VIN BLANC. Les soussignés, offrent à vendre le chargement de la goélette Wm. Tell, qui consiste en vin d'Oporto en pipes, en barriques, et quarts de barriques, vin blanc de Lipari, en barriques et quarts de barriques, du vin Malaga, en barriques, et quarts de; vin blanc de Marseille, en barriques, tous ces vins sont de qualité supérieure, et seront vendus au commerce à des conditions raisonnables.

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

BEURRE ET FROMAGE—200 barriques porter de Cheshire et Leicester; 50 caisses fromage écossaise, en débarquement et à vendre à bas prix par

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

EAU DE VIE ET VIN—20 quarts barriques eau de vie, 190 quarts do, et 20 quarts vin de Madère de la Sicile, 40 quarts barriques vin d'Oporto, importé par le navire Cyrèle, de Liverpool, et à vendre à des conditions avantageuses par

H. & W. ANDERSON & Co
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

VIN DE CANARI—100 quarts barriques vin de sèr de toujours trouver dans la majorité représentative, ce sur quoi elle s'appuyait, et qu'elle ne pouvait avouer? Depuis quand les hommes du gouvernement auraient-ils appris à attacher un assez grand prix à cette puissance à laquelle qu'on appelle l'opinion publique, pour penser qu'il leur fut nécessaire d'avoir pour eux, quelque chose de plus solide et de plus résistant que l'approbation tacite et le vote stéréotypé de trois cents députés bien dévoués? Que restait-il donc à opposer à la doctrine de M. Guizot, qui, à la grande édification de toute la chambre, répétait à la tribune que la seule opinion nationale que le pouvoir consultât, était celle qu'exprimait la majorité représentative des délégués nommés par les collèges électeurs légalement constitués? Les populaires successeurs de M. Guizot auraient-ils renoncé et vite au système d'un gouvernemental du chef des doctrinaires, pour en aujourd'hui chercher ailleurs que dans l'antique majorité dévouée, les conditions nécessaires de leur existence au pouvoir?

Les conversions subites nous surprennent peu, surtout quand, la nécessité parle; et aujourd hui nous voyons, en effet, la majorité royale que nous lisons que nous lisons de coalition renoncer à s'appuyer sur une majorité ne possédant plus la confiance du pays. Supposant que le ministère en sût adopté le parti de la dissolution, une autre nécessité de sa position, c'est que le corps actuel pourrait-il se flatter de rencontrer de nos élections générales, des dispositions électorales favorables au remaniement législatif qu'il croit devoir tenter dans l'intérêt de sa conservation? Quel motif a pu le porter à penser que les électeurs, qui ont déjà composé la chambre d'une majorité chargée de vendre et de livrer le pouvoir, n'iraient pas choisir pour dui de confier leurs intérêts politiques à des hommes d'une opinion raisonnée et d'une indépendance notoirement? Quel changement les ministres s'imaginent-ils donc qu'il se sont fait depuis lors, nouveaux, dans les consciences électorales de nos arrondissemens? En vertu de quel miracle soudroient-ils que les électeurs ont, jusque ici, donné leur voix aux instructions-crantures du pouvoir, les hasardassent à chercher ailleurs que dans le cercle étroit que la loi du monopole politique a tracé à l'éligibilité, des députés qui leur seraient inconnus? Le même un mois de résolution, dans le but de retarder le règlement définitif avec ces Messieurs, jusqu'à ce qu'ils aient fourni des titres de propriété, à la satisfaction du conseil.

Cette ordonnance a été renvoyée à la prochaine séance.

Sur motion, le conseil s'est ajourné à Jeudi prochain, 26 octobre 1837.

Pour copie conforme,
J. B. S. ST-AMAND, secrétaire.

HAVRE, 18 août.

—Pour peu que l'on s'applique à deviner les mots qui ont pu porter le ministère à opter pour la dissolution de la chambre, on demeure convaincu que les barres extrême dans lequel dont se trouver un embarras qui, pour s'appuyer sur quelque chose, est forcé de chercher autour de lui du mouvement et de s'agiter en. Jusqu'ici la parfaite nullité à laquelle il s'était réduit la chambre élective, avait assez fait connaître, aux timides auteurs-coups des doctrinaires, le peu d'appui dans qu'ils pouvaient trouver dans les rangs d'une majorité qui n'avait encore appris qu'à s'agenouiller sous le pouvoirs de fait. En consentant à accepter M. Molé à la place de M. Guizot, comme elle avait naguère accepté M. Guizot à la place de M. Thiers, la majorité ne brave avait, ce nous semble, donné au ministère nouveau la mesure assez exacte de son dévouement futur, pour que le cabinet n'ait pu hésiter à lui répondre de ce dont elle était venir. Le pouvoir le plus complet, le plus exigeant surtout même été, selon nous, bien difficile, s'il avait pu délirer de plus sûres garanties que celles que la chambre nouvelle venait de lui offrir dans le vote qui a été si généralement apprécié l'année dernière. 25 oct—3

VIN D'OPORTO ET VIN BLANC. Les soussignés, offrent à vendre le chargement de la goélette Wm. Tell, qui consiste en vin d'Oporto en pipes, en barriques, et quarts de barriques, vin blanc de Lipari, en barriques et quarts de barriques, du vin Malaga, en barriques, et quarts de; vin blanc de Marseille, en barriques, tous ces vins sont de qualité supérieure, et seront vendus au commerce à des conditions raisonnables.

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

BEURRE ET FROMAGE—200 barriques porter de Cheshire et Leicester; 50 caisses fromage écossaise, en débarquement et à vendre à bas prix par

H. & W. ANDERSON & Co,
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

EAU DE VIE ET VIN—20 quarts barriques eau de vie, 190 quarts do, et 20 quarts vin de Madère de la Sicile, 40 quarts barriques vin d'Oporto, importé par le navire Cyrèle, de Liverpool, et à vendre à des conditions avantageuses par

H. & W. ANDERSON & Co
25 oct 76 rue Tchoupitoulas.

VIN DE CANARI—100 quarts barriques vin de sèr de toujours trouver dans la majorité représentative, ce sur quoi elle s'appuyait, et qu'elle ne pouvait avouer? Depuis quand les hommes du gouvernement auraient-ils appris à attacher un assez grand prix à cette puissance à laquelle qu'on appelle l'opinion publique, pour penser qu'il leur fut nécessaire d'avoir pour eux, quelque chose de plus solide et de plus résistant que l'approbation tacite et le vote stéréotypé de trois cents députés bien dévoués? Que restait-il donc à opposer à la doctrine de M. Guizot, qui, à la grande édification de toute la chambre, répétait à la tribune que la seule opinion nationale que le pouvoir consultât, était celle qu'exprimait la majorité représentative des délégués nommés par les collèges électeurs légalement constitués? Les populaires successeurs de M. Guizot auraient-ils renoncé et vite au système d'un gouvernemental du chef des doctrinaires, pour en aujourd'hui chercher ailleurs que dans l'antique majorité dévouée, les conditions nécessaires de leur existence au pouvoir?

Les conversions subites nous surprennent peu, surtout quand, la nécessité parle; et aujourd hui nous voyons, en effet, la majorité royale que nous lisons que nous lisons de coalition renoncer à s'appuyer sur une majorité ne possédant plus la confiance du pays. Supposant que le ministère en sût adopté le parti de la dissolution, une autre nécessité de sa position, c'est que le corps actuel pourrait-il se flatter de rencontrer de nos élections générales, des dispositions électorales favorables au remaniement législatif qu'il croit devoir tenter dans l'intérêt de sa conservation? Quel motif a pu le porter à penser que les électeurs, qui ont déjà composé la chambre d'une majorité chargée de vendre et de livrer le pouvoir, n'iraient pas choisir pour dui de confier leurs intérêts politiques à des hommes d'une opinion raisonnée et d'une indépendance notoirement? Quel changement les ministres s'imaginent-ils donc qu'il se sont fait depuis lors, nouveaux, dans les consciences électorales de nos arrondissemens? En vertu de quel miracle soudroient-ils que les électeurs ont, jusque ici, donné leur voix aux instructions-crantures du pouvoir, les hasardassent à chercher ailleurs que dans le cercle étroit que la loi du monopole politique a tracé à l'éligibilité, des députés qui leur seraient inconnus? Le même un mois de résolution, dans le but de retarder le règlement définitif avec ces Messieurs, jusqu'à ce qu'ils aient fourni des titres de propriété, à la satisfaction du conseil.

Cette ordonnance a été renvoyée à la procha